



COMMUNIQUÉ DE PRESSE

17 SUPPRESSIONS D'EMPLOIS À LA DDFIP 64 !

Après s'être largement appuyé sur les services de la DGFIP pour dispenser les aides aux entreprises et aux particuliers pendant la crise Covid, le gouvernement relance son plan de démantèlement de l'administration fiscale sur fond de suppressions massives de postes.

La Direction Générale des Finances Publiques a décidé de supprimer 1800 emplois au niveau national, **ce qui équivaut à rayer de la carte les effectifs de 2 départements comme les Pyrénées Atlantiques !**

Depuis 2011, 21 906 postes ont été supprimés à la DGFIP !
Pour notre département ce sont encore 17 suppressions d'emplois qui sont programmées pour 2021 !

Dans le même temps, le gouvernement prétend avoir entendu les besoins de proximité en services publics des citoyens et des élus, notamment des zones rurales.

Il est d'ailleurs annoncé l'implantation de nouveaux services publics dans les départements (notamment 2 nouveaux services à Pau) avec des « créations d'emplois ».

Il est annoncé également la multiplication des points de contacts sur le territoire avec la création des Espaces France Service.

Comme cela devient une habitude, ces annonces optimistes cachent une toute autre réalité :

Les nouveaux services implantés n'offrent pas de proximité aux usagers : dans notre département, c'est en effet, une plateforme téléphonique qui arrive, pour toujours moins d'accueil physique, ainsi qu'un service purement interne à l'administration, sans lien avec les usagers.

Ces services ne permettent pas de « créations d'emplois » mais des « déplacements d'emplois » d'un département à un autre ou à l'intérieur du département en dépouillant les services des finances publiques déjà exsangues, ce qui accélérera la dégradation du service rendu tant aux contribuables qu'aux élus locaux.

S'agissant des Espaces France Service (EFS), ils sont le leurre qui permet d'annoncer la disparition étalée de 2021 à 2023 du réseau de trésoreries.

Ces EFS seront des points de contacts regroupant CAF, MSA, Justice, Finances, etc, avec au maximum 2 agents apportant seulement une aide aux démarches par internet.

Seule la dématérialisation intéresse le gouvernement et non la technicité et la qualité du service rendu.

Les syndicats CGT, Solidaires et CFDT des Finances Publiques du département 64 exigent l'abandon des restructurations et le renforcement en moyens humains et budgétaires pour permettre à la DGFIP de continuer à exercer ses missions de service public de proximité et de lutte contre la fraude fiscale.

La DGFIP est au cœur du fonctionnement de l'État.

Aucun État ne peut prétendre préserver ses moyens d'action sans une administration fiscale, économique et financière forte dotée des moyens nécessaires.

L'INTERSYNDICALE CGT – SOLIDAIRES – CFDT FINANCES PUBLIQUES 64